



Sud

Sud Alstom	Sud Industrie Rhône-Alpes
Sud Auto Peugeot Citroën	Sud Industrie 35
Sud Auto Sevelnord	Sud Magnetto
Sud Bosch	Sud Métaux 33
Sud EDS-HP	Sud NCR
Sud FagorBrandt	Sud Renault
Sud Fenwick-Linde	Sud TechnHom
Sud Industrie Basse-Normandie	Sud Valeo

Journal de l'union syndicale Solidaires Industrie

144 boulevard de la Villette – 75019 Paris

N° 13 – Mai 2009

<http://solidaires-industrie.org>

Un été chaud ?

La situation est tendue sur le front social ; observateurs et analystes s'inquiètent d'une combativité renouvelée dans les usines. Bien sûr nous soutenons les formes d'action que choisissent de manière diverses les salarié-e-s en butte aux licenciements ou/et au chômage partiel. (cf. pages suivantes). Les journaux télévisés font leur miel des images de chez Caterpillar, Continental, Molex, Sony, Fulmen, Valeo, Toyota, Arcelor... et mettent l'accent sur les quelques retenues de cadres pendant quelques heures ou les vitres brisées d'un poste de gardiennage. On aurait attendu qu'ils s'émeuvent davantage sur les dégâts humains réels que créent la crise et le chômage pour les familles ouvrières. Les intérimaires, et les jeunes sont les premiers touchés. Dans l'industrie automobile, la quasi totalité des travailleurs en intérim a été « remerciée ». Les résultats n'ont pas été longs à attendre, les chiffres de demandeurs au Pôle emploi ont augmenté de 170 000 ex-salarié-e-s pour les deux derniers mois ! Il faudrait désormais mieux l'appeler le « Pôle chômage », d'autant plus que la crise semble loin d'être finie. La seconde catégorie la plus touchée, concerne les sous traitants de l'automobile menacés de fermeture ou de chômage partiel. Hormis les conflits médiatisés, nos camarades de Lear Corporation (qui fabriquent des sièges pour PSA dans l'Oise), d'Inoplast (qui travaillent pour Renault dans le Nord), de Valeo à Amiens et d'autres ont pris la décision de rentrer en conflit, de se défendre contre cette crise dont ils ne sont en rien responsables.

Ce climat de combativité a permis, déjà, des avancées notables. Elles sont insuffisantes. Le gouvernement a été obligé de céder sur l'indemnisation du chômage. Celui ci est passé de 50% à 60%, puis 75% du brut (environ 90% du net), ce qu'avaient obtenus, avant la

loi, grâce au rapport de forces ou la grève, les ouvrier-e-s de Toyota dans le Nord ou nos camarades de Renault Trucks à Caen ! Chez PSA, par la grève d'Aulnay de 2005 le chômage est indemnisé à 100% c'est ce que nous exigeons partout ! Des plans sociaux ont été améliorés, des licenciements ont été repoussés ou retardés, des primes ont été gagnées. Partout l'action a été déterminante pour enrayer les effets de la crise. Une autre conséquence a été les mobilisations massives du 29 janvier dernier, du 19 mars et à un moindre degré la manif récente du 1^{er} mai. C'est l'unité syndicale qui a été déterminante dans ces cas. Nous ne nous satisfaisons pourtant pas d'une manif tous les deux mois, nous l'avons répété à l'intersyndicale et dans nos tracts et journaux. Pour faire céder ce gouvernement il faudra réussir la grève générale interprofessionnelle. Après l'intersyndicale du 4 mai, deux opportunités se présentent : le 26 mai une journée de mobilisation décentralisée est prévue. C'est l'occasion pour tous les secteurs en lutte : sous traitants, industrie, santé en lutte (le 14 mai contre la privatisation de la santé), enseignants chercheurs dans les régions en lutte, regrouper les boîtes en grève selon les formes que vous choisirez. Les huit organisations syndicales appellent à une journée de manifestations dans toute la France le 13 juin. Les licenciements ne respectent pas la trêve de l'été à venir : la contestation de ceux-ci ne doit pas s'arrêter.

Organisons nous, dès maintenant en mai et juin, mais aussi ensuite, pour que l'été soit chaud pour le gouvernement et les patrons !

**« On ne paiera pas leur crise ! »,
ont décidé bon nombre de syndicats
SUD-Solidaires de l'industrie.**

Grève chez PSA à Aulnay (93)

En Seine-Saint-Denis on monte les C2 et C3 Citroën à tour de bras au sens propre et figuré. La crise de l'automobile n'a pas touché la production des petits modèles PSA produits dans cette grande usine. Ça n'avait d'ailleurs pas empêché la Direction de supprimer une ligne sur deux en maintenant les mêmes volumes, au grand profit des cadences pour ceux qui restaient ! Comme ça ne suffisait pas on a fait venir comme « volontaire » des ouvriers de Mulhouse et Rennes qui sont en chômage partiel avec une petite prime de déplacement. Le PDG C. Streiff est même, lui aussi, venu rendre une petite visite pour voir le site avant d'être débarqué comme un simple intérimaire par la famille Peugeot et remplacé par P. Varin. Les ouvriers ne le plaignent pas mais, regrettent par contre les centaines de collègues intérimaires qui ont été eux, licenciés pour faire de la place... et sont désormais au Pôle emploi. La lutte d'Aulnay en mars 2005 (Sud-Solidaires et CGT principalement) avait permis un accord, qui indemnisait le chômage partiel pour l'ensemble des usines à 100%. Bien sûr, la Direction

veut revenir dessus et a trouvé des syndicats collabos sur l'entreprise (CFDT, CFTC, CGC, FO et SIA (ex CFT-CSL)) pour obliger les ouvriers en chômage partiel à venir à l'usine pour « formation », c'est à dire en gros balayer l'atelier et refaire les lignes au sol à la peinture ! Effectivement, nos camarades de Sud auto ont dénoncé au personnel cet accord et appelé (seuls...) à la grève des samedis travaillés. Ce n'est pas quand le chômage explose, que des millions de travailleurs pointent au pôle emploi, que les chiffres officiels indiquent plus de 65 000 nouveaux chômeurs pour le mois de mars, que les ouvriers d'Aulnay doivent travailler plus vite et davantage ! Ils refusent le mot d'ordre sarkozyste qui revient à « travailler plus pour gagner moins » et veulent travailler moins pour travailler tous ! Arrêt du travail le samedi ! Maintien de l'emploi ! Maintien de l'indemnisation à 100% s'il y a du chômage technique ! Retour à la CASA ou aux préretraites par dispense d'âge pour les vieux ouvriers sur les chaînes !

Grève chez Inoplast à Flers (59)

Sous traitant automobile en plasturgie près de Douai, cette entreprise n'aime pas l'implantation des syndicats Sud-Solidaires. La création récente d'une section syndicale Sud Inoplast Flers lui convenait mal. De son point de vue, elle avait raison puisque, à peine nommé, le représentant syndical, validé par le tribunal de Douai, engageait en intersyndicale (Sud-Solidaires, CGT, FO) une grève contre un plan social en préparation. Les syndicalistes brûlent des pneus à l'entrée de l'usine, ils exigent comme chez Toyota l'indemnisation du chômage partiel à hauteur de 75% du salaire brut. Les syndicats « d'accompagnement » (CGC, CFDT, CFTC) qui ont la plume frétilante ont par ailleurs signé avec la Direction lors des négociations annuelles une rallonge de 1% c'est-à-dire 30 € brut d'augmentation pour l'année 2009 pour un salaire brut de 1 500 € et une indemnisation à 66% du brut. Ce n'est pas ce que demandent les

ouvriers : 75% du brut (environ 90% du net) avec effet rétroactif depuis janvier. Ils veulent aussi savoir ce qui se cache derrière le plan social annoncé et les menaces sur les 235 salariés du site. La Direction se refusant à communiquer a déclaré simplement : « À Inoplast c'est comme ça ! » Après on nous fera des discours sur le dialogue social ! Finalement, après 17 jours de grève, une partie de ceux ceci seront payés ou pris en RTT et la Direction s'est engagée (au moins jusqu'en... 2010 !) à ce qu'il n'y ait ni plan social, ni fermeture de site. Mercredi 20 mai une réunion de CCE se tiendra à Douai. Un représentant de Sud-Solidaires sera présent. La perspective est l'annonce de 70 départs « volontaires » sur un an mais le plan social est évité. Les grévistes remercient les multiples soutiens financiers qu'ils ont reçu et leur ont permis de tenir face à la Direction Inoplast.

Grève chez Valeo à Amiens (80)

À partir du 14 avril et pendant trois jours les ouvriers de Valeo à Amiens à l'appel de l'intersyndicale (Sud-Solidaires, CGT, CFDT et CFTC) ont bloqué complètement la production de cette usine qui fabrique des embrayages pour l'automobile. Les revendications portaient sur un « plan social » qui vise la suppression

de 68 postes, les augmentations de salaires (les négociations annuelles n'ont rien apporté !) et l'amélioration de conditions de travail et sécurité dangereuses dans l'usine. « Un dialogue social pourri et tendu », dénonce l'intersyndicale quand l'ex PDG du groupe Thierry Morin quitte l'entreprise avec un parachute doré de 3,2

million d'euros. Les sous traitants de l'automobile sont actuellement en première ligne dans la réponse aux suppressions d'emplois. Le résultat de la grève est un compromis, au total les ouvriers vont toucher une ral-

longe de 560 € sous forme de prime (prime brute de 200 € + 120 € par mois pour les trois prochains trimestres)... qu'ils n'auraient jamais eu sans la grève.

Grève chez Lear Corporation (60)

Chez ce sous-traitant qui fabrique des sièges pour PSA Poissy et PSA Aulnay, nos camarades qui viennent de se créer en section syndicale ont déjà mené des grèves pour une meilleure indemnisation du chômage technique dans le Val-d'Oise (sans résultat et avec une charrette de licenciements scandaleuse, refusée en partie par l'inspection du travail). L'autre usine qui se trouve, elle, dans l'Oise est en cours de déménagement. Nos camarades, avec les ouvrier-e-s de l'usine de Lagny se battent pour améliorer les salaires et les indemnités de déplacement. Ils sont en grève depuis le 6 avril. Conséquence : à l'heure où nous

écrivons, 14 000 voitures sont stockées sur le parking de PSA Aulnay sans sièges... Les CRS sont intervenus pour évacuer les piquets de grève, 12 ouvriers sont toujours menacés de licenciement après le quatrième passage au tribunal de Senlis pour « grève illégale ». Il faudra bien que la Direction négocie au delà de ce qui a déjà été obtenu (indemnités de 15 000 à 40 000 € pour ceux qui ne suivront pas la délocalisation, prime de 15 000 € et maintien du salaire dans la nouvelle usine pour les autres) on ne peut continuer à produire les voitures sans les sièges afférents !

Chômage, inquiétude partout...

Chez **Renault Trucks à Blainville (14)**, comme dans toute l'industrie automobile les commandes sont en baisse (30% à 40% en moyenne). Le patronat, qu'il soit de Renault Trucks ou d'ailleurs, continue à verser les dividendes aux actionnaires et à programmer le chômage pour les salarié-e-s (voir ci dessus Fiat FPT dans la Saône et Loire). A Blainville ce sont 490 M€ qui ont été versés en 2008 aux actionnaires et 600 M€ placés dans la finance. En parallèle les « coûts » du personnel baissent d'année en année et ne représentent que 12% du produit global. Lors d'un récent CE, la Direction a annoncé l'arrêt de production du modèle de tracteur « Magnum » ce qui risque d'arrêter la production entre mai 2009 et mi septembre.

On risque de dépasser la disposition légale qui impose de ne pas dépasser 6 semaines consécutives de chômage partiel. Nos camarades de Sud Renault Trucks ont interpellé la Direction sur l'avenir des salariés, de leur famille, de leur métier. A la mi septembre ils seront à 90 jours de chômage partiel ! Nos camarades ont soutenu la grève d'un sous-traitant, « Rieter » (fournisseur d'éléments de garnissage cabines) qui a annoncé un plan social de 130 personnes (sur 190 salarié-e-s !). La Direction de Renault trucks s'est affolée. La seule réponse à la crise pour laquelle nous n'avons aucune responsabilité, c'est la grève pour imposer un autre partage des richesses !

Beaucoup d'Energie... pour la lutte !

Nos camarades de **Sud Energie**, les salarié-e-s d'ErDF et GrDF avec Sud et une partie de la CGT, au 15 mai, étaient en grève reconductible depuis maintenant 31 jours, on en est à la septième semaine de conflit. C'est beaucoup ! Ils s'appuient sur la victoire des gaziers des stockages souterrains et de terminaux méthaniers qui ont obtenu en quelques jours 5% d'augmentation ainsi qu'une prime de 1 500 €. Sauf qu'aujourd'hui le nombre de salarié-e-s concernés est beaucoup plus nombreux et le patronat de l'Energie a du mal à lâcher. Les revendications de nos camarades concernent, outre les revendications salariales, la fin de l'externalisation de leurs activités ainsi qu'un plan

d'embauche massif pour récupérer tous les emplois perdus depuis des années. Les agents du service public emploient des formes d'actions diverses : coupures le plus souvent ciblées, mises en heures creuses (c'est à dire à tarif réduit), rétablissement d'usagers coupés pour impayés, actions au sièges de l'Unité Réseau à Paris... Le patronat de la branche joue sur le pourrissement du mouvement en s'appuyant sur l'intimidation et la répression. Le 14 mai 74 agents ErDF-GrDF qui s'apprêtaient à tenir une AG du personnel rue de Vienne à Paris, au siège, se sont vus embarqués par la police « sous un prétexte inconnu ». Après la multiplication des procédures disciplinaires,

des procès pour « grève illégale » la force est une nouvelle fois la seule réponse donnée par la Direction d'EDF à la mobilisation. La fédération de nos camarades Sud Energie condamne cette nouvelle provocation

de la Direction. A l'heure où nous écrivons, le 15 mai, tous les agents embarqués la veille ont été libérés ce matin. La lutte continue !

Bienvenue aux camarades qui nous rejoignent dans Solidaires Industrie

Le législateur de la loi du 20 août sur la représentativité syndicale voulait privilégier la CFDT et la CGT au détriment des autres syndicats. Dans le réel, des effets induits de cette nouvelle loi qui se voulait antisynicale à notre égard se retournent contre ses concepteurs. La possibilité de nommer des Représentants de Section Syndicale (RSS) pour les syndicats qui ont deux ans d'ancienneté amène des camarades à Solidaires Industrie en butte, souvent, à la bureaucratie qu'ils rencontrent dans les confédérations. C'est le cas dans de nombreuses entreprises de nos camarades de Sud Chimie-pharma, C'est aussi vrai pour notre union syndicale Solidaires Industrie.

Nous sommes heureux d'accueillir les nouveaux syndicats et sections syndicales suivantes :

Dans le bâtiment : section syndicale Solidaires Industrie du **Centre Scientifique et Technique du Bâtiment (CSTB)** en Seine et Marne. Issue de la CFDT, la nouvelle section Solidaires implantée dans un centre de recherche se bat dès aujourd'hui pour l'amélioration des conditions de travail, l'augmentation des salaires et les licenciements individuels qui existent dans l'entreprise.

Dans l'électronique nous saluons les camarades de Sud **EDS-HP** implantés nationalement (dans les Hauts de Seine, Bouches du Rhône...) Ils sont frappés comme beaucoup d'entreprises par la crise à travers toute l'Europe. Chez HP (Hewlett-Packard) 580 postes sont prévus d'être supprimés, le syndicat SUD qui vient de rejoindre Solidaires Industrie aura tout le soutien de notre organisation.

Dans les industries alimentaires : Le syndicat Solidaires **Appeti'Marine** s'est formé à Dunkerque, les ouvrier-e-s qui préparent des surgelés de poisson ont des conditions de travail difficiles que le syndicat a décidé de défendre dans et hors de l'entreprise avec l'Union syndicale Solidaires Dunkerque.

Dans l'automobile, le constructeur **Sevelnord** qui monte des monospaces pour Fiat et PSA a vu se monter un syndicat Solidaires dans sa grande usine du Nord, les camarades issus de la CGT et de la CFDT supportaient mal l'ambiance de caserne du syndicat qui ne dénotait pas tellement avec celle de l'entreprise.

Dans le Nord encore, nous avons nommé un RSS dans l'entreprise **Bombardier**, près de Valenciennes, qui fabrique des wagons pour la SNCF.

A Reims, avec l'aide de Solidaires Marne, un syndicat Sud Solidaires Industrie a été monté chez le fabricant de linoléum **Forbo Sarlino**. Après des années fastes, où l'entreprise faisait beaucoup de profits sans que ses ouvriers n'en voient quelque effet, la crise est là avec les menaces de chômage partiel et de prise imposée des congés annuels et d'ancienneté. Le nouveau syndicat créé a commencé à défendre les personnels.

Dans la Sarthe, une entreprise de tabac a « accueilli » (contre son gré et après débat judiciaire qu'elle a perdu) nos camarades de Sud **LTR** déjà majoritaires aux élections syndicales de l'entreprise, et qui se battent pour réduire les écarts scandaleux de salaires entre les hauts cadres et ceux des ouvriers de la Sarthe.

Chez les sous-traitants de l'automobile une section syndicale a été montée en Saône et Loire à Bourbon Lancy chez **FPT (Fiat Powertrain Technologies**, anciennement IVECO) qui fabrique des moteurs de camions pour l'industrie automobile. L'entreprise a réalisé 15,1 M€ de bénéfice en 2008 dont 14,3 M€ redistribués aux actionnaires. C'est la crise, (pour les autres), les ouvriers seront au chômage partiel à raison de 3 semaines par mois, au moins jusqu'en juillet. Les ouvriers syndicalistes de Sud FPT ont l'aide de Solidaires 71 et tout le soutien de Solidaires Industrie.

Toujours chez les sous-traitants de l'automobile, une section syndicale a été créée à Flers dans le Nord chez **Inoplast**, plasturgiste qui travaille pour cette même industrie. Le syndicat a été créé avec l'aide de nos camarades de Sud Renault Douai. Attaqué en justice, procès gagné, et déjà en grève contre un plan social (cf. article sur la grève Inoplast). Ils seront mis en contact avec un autre syndicat Inoplast créé par nos camarades de Sud Industrie Basse Normandie près de Caen.

Nous nous félicitons des effets induits et imprévus par le législateur, de la loi du 20 août 2008 sur la représentativité syndicale, elle permet, contre son intention, de créer des syndicats de lutte contre la crise qui refusent d'être les dindons d'une farce qu'ils n'ont pas préparé et pour lesquels les salarié-e-s n'ont aucune responsabilité !